



Sénégal

Fiche d'information

| Le F-OMD au Sénégal | |
|--|--|
| Programmes Conjointes: 3 | Budget total: USD 15,990,742 |
| Information du Programmes Conjointes | |
| Programme conjoint | <i>“ Promouvoir les initiatives et les industries culturelles au Sénégal (FOMD - 1801)”</i> |
| Fenêtre thématique | Culture et développement |
| Budget | USD 6 500 000 |
| Agences participants | UNESCO, ONUDI, PNUD, UNFPA, OMC |
| Institutions gouvernementales participants | Ministère de la Culture, Direction du Patrimoine Culturel ; Ministère des PME, Ministère Collectivités locales (PNDL, ARD), Ministère de l’Economie et des Finances (DDI/CAP), Ministère de la Communication et Direction des TIC (CMC), Ministère du Tourisme, Ministère de l’Environnement (DEEC, DPN), Direction de la Famille, Direction du Genre, Direction de l’Artisanat Primature (SCA, Services CADL) |
| Période | 26 septembre 2008– 30 décembre 2012 |
| Région d’intervention | Région de Sine Saloum et du pays Bassari |
| Résumé du Programme: | |
| <p>L’objectif principal du programme est d’appuyer la mise en œuvre des politiques nationales visant à : 1) promouvoir la culture en tant que moteur du développement humain durable, en prenant en compte les droits humains et les populations vulnérables (femmes et jeunes). Il vise globalement à assurer une meilleure insertion économique et sociale ainsi qu’une meilleure participation de la communauté des acteurs de la Culture ; 2) valoriser et rentabiliser les produits du terroir pour améliorer les revenus et les conditions de vie des populations, afin d’éliminer l’extrême pauvreté et accélérer l’évolution des indicateurs des OMD (1, 3, 7 et 8) dans les territoires visés ; 3) impulser une dynamique de développement durable basé sur les valeurs culturelles et le patrimoine naturel.</p> | |
| Principales réalisations¹: | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Deux sites, les Paysages culturels du Pays Bassari et le Delta du Saloum ont été inscrits sur la liste du Patrimoine mondial de l’Humanité. Ce label a déjà eu et aura de fortes répercussions sur le tourisme de ces deux régions. Les recettes générées par l'accroissement de la | |

¹ Damiba (2013) Évaluation finale indépendante du programme: *Promouvoir les initiatives et les industries culturelles au Sénégal*.

fréquentation des touristes ont contribué à améliorer le niveau de vie des communautés.

- La construction du Centre d'interprétation de Toubacouta qui comprend un espace artisanat, un espace jeunes, un espace femmes et un écomusée a été achevée et sera inaugurée incessamment. Un plan de gestion du site devrait être très prochainement validé. En outre le chantier de construction du Village artisanal de Bandafassi est lancé. Les infrastructures réalisées suscitent beaucoup d'intérêt dans les localités et elles constitueront des centres de convergences dans les zones respectives.
- Création du Grand Ballet du Pays Bassari, institution culturelle composée par différents groupes ethnoculturels de la région (bédick, bassari, peulh, diallonké, cognagui etc.) et des groupes artistiques Allalaké et Femmes Bétenti dans le Delta du Saloum.
- Les acteurs du secteur culturel et de l'artisanat bénéficient d'une meilleure connaissance de la législation et de leurs droits ce qui leur permet de défendre leurs intérêts et leurs productions. Le renforcement des capacités et la professionnalisation progressive des opérateurs (formes au management et au marketing, au tourisme, etc.) ont contribué à améliorer leurs conditions de vie.
- Dans le domaine de l'économie sociale, un travail d'organisation des acteurs a été mené au niveau des filières (Pêche et produits de la mer, Anacarde, Artisanat) pour le Delta du Saloum et (fonio, Karité et Artisanat) pour le Pays Bassari. A ce niveau, un travail d'encadrement permanent a été fait et qui a consisté à regrouper l'ensemble des acteurs qui interviennent dans une filière.
- La création de micro, petites et moyennes entreprises individuelles et communautaires permettent aux producteurs et aux populations locales de se prendre en charge par l'amélioration des revenus; les initiatives et les efforts d'application de l'esprit de partenariat ont créé un climat de confiance et d'échanges des connaissances. Certains GIE ont accédé au circuit du Commerce équitable. Dans le secteur du Tourisme, deux sites web ont été conçus pour aider à la commercialisation des campements touristiques des deux régions.
- La diversification des dispositifs de financement par la mise en place des coopératives, d'une Société de cautionnement mutuel et de mutuelles d'épargne et de crédit a rendu les financements accessibles. Ces initiatives ont créé un esprit d'épargne et une initiation à la bancarisation des revenus. Ceci a permis aux opérateurs bénéficiaires de passer du secteur informel au secteur formel.
- La mise en place des Centres Communautaires Multimédias (CMC) est un acquis qui permet désormais de mener des campagnes de sensibilisation à destination des populations. La sensibilisation sur la nécessité de protéger l'Environnement a notablement contribué à une meilleure connaissance et appropriation des enjeux liés à l'Environnement, à la santé et à la sécurité. L'hygiène et l'assainissement retiennent maintenant l'attention des communautés et commencent à se traduire en applications pratiques.
- Une attention particulière a été portée aux questions de genre, avec des formations, et des campagnes de sensibilisation. Par exemple un festival de films sur les violences sexuelles et les violences contre la femme a été organisé; l'« Ecole des maris » a été créée ; mise en place de Centres d'alphabétisation e d'éducation permanente dans le deux zones du programme.

**Information
additionnelle**

<http://www.mdgfund.org/fr/program/promouvoirlesinitiativesetlesindustriesculturellesaus%C3%A9n%C3%A9gal>

| | |
|--|---|
| Programme conjoint | “Nutrition, Enfant et Sécurité Alimentaire (NESA) au Sénégal (FOMD-2042)” |
| Fenêtre thématique | Enfance, sécurité alimentaire et nutrition |
| Budget | USD 5 500 000 |
| Agences participants | PAM, UNICEF, OMS, FAO, UNESCO |
| Institutions gouvernementales participants | - Direction de l’Horticulture (DHORT) - Institut de Technologies Alimentaires (ITA) - Division Alimentation, Nutrition et de la Survie de l’Enfant (DANSE) - Direction de l’Alphabétisation et des Langues Nationales(DALN) - Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) |
| Période | 2 novembre 2009 – 2 mai 2013 |
| Région d’intervention | Kolda, Matam et Sedhiou. |
| Résumé du Programme: | |
| <p>L’objectif général du programme conjoint est de réduire et de maintenir les taux de malnutrition aiguë des moins de 5 ans en-dessous de 10%. Le programme a visé : (i) à accroître les capacités des communautés locales en particulier les groupes vulnérables, sont renforcées dans le cadre la lutte contre la malnutrition infantile; (ii) à mettre en œuvre dans tous les districts ciblés le programme de Prise en Charge Intégrée des Maladies de l’Enfant (PCIME) clinique et communautaire et la Prise en charge de la malnutrition aiguë ; (iii) renforcer les programmes de communication pour un changement de comportement sur le plan sanitaire sont ; (iv) améliorer le système d’alerte précoce.</p> | |
| Principales réalisations²: | |
| <ul style="list-style-type: none"> • 86% des enfants 6-59 mois dépistés trimestriellement; 94% des mères ciblées qui pratiquent l’allaitement maternel exclusif; 4.800 femmes et de jeunes formés dans les bonnes pratiques horticoles, la transformation de la production et l’amélioration de l’aviculture traditionnelle; 4 unités de transformation de produits locaux appuyés pour produire 60 tonnes de farines enrichies en micronutriments ; au moins 617 agents de santé orientés sur les nouveaux outils de la PCIME, l’alphabétisation de 4 500 femmes réparties dans 150 classes. • Le programme a assuré le renforcement des capacités des communautés (mères, et des grand-mères) par des activités de sensibilisation et de formation pour la prise en charge des cas de malnutris. Des activités de promotion de comportements clés en rapport avec la nutrition et la prévention des maladies seront également menées à l’endroit des mères ciblées. Le dépistage actif des cas de malnutrition a été mené par les agents de façon périodique et régulière et à cette occasion, les enfants présentant une malnutrition aiguë sévère (MAS) sont référés au niveau des structures sanitaires. Tandis que ceux présentant une malnutrition aiguë modérée seront pris en charge au niveau des Foyers d’Apprentissage de Réhabilitation Nutritionnelle et d’éveil (FARNE). Des visites à domicile pour le suivi de ces cas sont effectuées par les relais communautaires. Le ministère de la Santé a bénéficié de soutien pour organiser des journées de survie de l’enfant, et ces journées ont été l’occasion de procéder à la supplémentation en vitamine A des enfants 6-59 mois. • La prise en charge d’enfants Malnutrition Aiguë Modéré (MAM) au niveau communautaire | |

² Damiba A. (2013) Évaluation finale indépendante du programme: *Nutrition, Enfant et Sécurité Alimentaire (NESA) au Sénégal*.

s'est élevée à 59.558 enfants en 2010, 54.797 en 2011, et 89.286 en 2012. 91% des enfants de moins de 5 ans des zones d'intervention sont supplémentés en vitamine A et déparasités 2 fois par an en 2010, 73% en 2011 et 96% en 2012 pour un objectif de 90%. Plus, 45% des mères ciblées pratiquent l'Allaitement Maternel Exclusif (AME) en 2011 et 50% en 2010 et 2012 pour un objectif de 44%.

- Des sites de production horticole (divers légumes : tomates, oignons carottes, choux, etc.) ont été identifiés avec l'implication directe des communautés locales et le programme a apporté un appui pour le renforcement des capacités des exploitants par la formation en techniques maraîchères et la fourniture de matériel (outils aratoires, clôture, sources d'eau, etc.) ainsi que des intrants (semences)
- 4.800 femmes et jeunes (contre 3.500 prévus) sont formés dans la gestion des périmètres maraichers et dans la transformation de la production ; en outre 69 jardins communautaires ont été établis.
- Suite d'une étude diagnostique, 4 unités de production ont été appuyées pour produire 26,7 tonnes de farines dont 92,24 % ont été fortifiées;
- Le programme formé et assuré le suivi post formation des prestataires des centres de santé de référence en Tri Évaluation et Traitement d'Urgence pour la prise en charge de la malnutrition aiguë avec complication. 743 agents de santé du niveau central et décentralisé ont été formés sur la prise en charge de la malnutrition intégrant les nouvelles normes OMS.

**Information
additionnelle**

<http://www.mdgfund.org/fr/program/pr%C3%A9veniret%C3%A9rlamalnutritioninfantiledanslesr%C3%A9gionstr%C3%A8svuln%C3%A9rables>

| | |
|---|--|
| Programme conjoint | <i>“ Amélioration et Valorisation des Services des Ecosystèmes Forestiers au Sénégal (PASEF)- (FOMD - 1729)”</i> |
| Fenêtre thématique | Environnement et changement climatique |
| Budget | USD 3,990,742 |
| Agences participants | FAO,OIM,PNUD,PNUE,UNESCO,ONUDI,PAM |
| Institutions gouvernementales participants | Ministère de l'Environnement (Bureau des Eaux et Forêts), Direction des Eaux et Forêts, de la Chasse et de la Conservation des Sols (DEFCCS), Direction des Parcs Nationaux (DPN), Direction de l'Environnement et des Établissements Classés (DEEC), Centre de Suivi Écologique (CSE), Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), Inspection Régionale des Eaux et Forêts (IREF), Agence Régionale de Développement (ARD), Conseil Régional (CR), Populations locales. |
| Période | 14 août 2009 – 14 septembre 2012 |
| Région d'intervention | Dans l'ensemble du pays et dans les régions de Thiès, St – Louis, Tambacounda, Kolda, Kédougou, Ziguinchor et Matam |
| Résumé du Programme: | |
| L'objectif principal de ce projet est d'inverser le déclin des écosystèmes forestiers et d'encourager l'utilisation durable des services liés aux écosystèmes forestiers au Sénégal. Cette approche est complétée par des recherches menées à l'échelon national et local pour déterminer la mobilité des | |

populations, ainsi que les changements de l'écosystème et du climat au Sénégal.

Ses objectifs spécifiques sont : (1) Assurer une meilleure connaissance des écosystèmes forestiers, de leurs services et de leur Valeur Economique Totale (VET) ; (2) Mettre en place un modèle participatif de gestion et de valorisation équitable des services des écosystèmes forestiers (VET) en vue de l'intégration des VET dans la politique fiscale ; (3) Assurer une gestion réussie du projet.

Principales réalisations³:

- Le programme a contribué à une meilleure connaissance des Services des Ecosystèmes Forestiers (SEF).
- L'étude sur « L'évaluation des conditions et tendances des écosystèmes forestiers » menée dans les 11 sites du projet a permis de constituer une base de données cartographique et numérique sur les SEF. Elle s'est traduite par l'amélioration des connaissances du Centre de Suivi Ecologique (CSE) sur les écosystèmes forestiers et le renforcement de ses boîtes à outils en la matière, en sa qualité de centre national de référence.
- Une carte de référence sur l'évolution de la végétation et donc de l'habitat de la faune (comparée à une autre plus récente) a permis d'identifier les milieux menacés par l'invasion des plantes aquatiques, de faciliter le dénombrement de la faune et de déterminer les dispositions à prendre dans le cadre du plan de gestion.
- L'évaluation de la VET des forêts de Mahon - Bakor dans la région de Kolda n'est pas été complétée. Toutefois, elle a fait l'objet d'hypothèses en raison des données insuffisantes sur certaines valeurs spécifiques telles que celles de régulation, culturelle et de soutien. Il s'agit de documenter ces hypothèses en vue les vérifier.
- Différentes études réalisées, inputs pour le nouveau système fiscal intégrant la VET des Services des Ecosystèmes Forestiers (SEF). Il s'agit notamment de l'étude sur la définition des modalités de paiement des SEF (fiscalité forestière), et l'étude relative à la Proposition d'un système d'écotaxe applicable aux services des écosystèmes forestiers au Sénégal.
- Élaboration de textes règlementaires, qui se résume à la formulation du dossier d'adoption de la réserve du Ferlo et sa nomination en Réserve de Biosphère.
- Formation avec la tenue de plusieurs séances de renforcement des capacités pour les agents des structures parties prenantes, singulièrement ceux des Eaux et Forêts, directement opérationnels sur le terrain.
- L'information et la sensibilisation ont été aussi menées à toutes les étapes de la mise en oeuvre du projet. Les collectivités locales et les populations ont dans ce cadre bénéficié de l'appui des IREF qui sont les points focaux du projet au niveau local. Les voyages d'études organisés d'un site à l'autre pour permettre de visualiser des activités de valorisation des SEF et promouvoir les échanges d'expériences ont suscité bien des espoirs pour les populations locales.

Information additionnelle

<http://www.mdgfund.org/fr/program/elargirlacc%C3%A8saufinancementp ourlenvironnementinverserlatendanceaud%C3%A9clindesservicesdes%C3%A9cosyst%C3%A8>

³ DJIGO (2013) Évaluation finale indépendante du programme: *Amélioration et Valorisation des Services des Ecosystèmes Forestiers au Sénégal (PASEF)*.